

COLOMBIE

Qui se soucie encore de la population civile de San Vicente del Caguán ?

Index AI : AMR 23/019/2003

Amnesty International reste gravement préoccupée par le sort de la population civile de San Vicente del Caguán. C'est dans cette municipalité du département du Caquetá qu'ont eu lieu les négociations de paix entre le gouvernement et les *Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia* (FARC, Forces armées révolutionnaires colombiennes), qui ont échoué il y a un an.

« Aussi bien la guérilla que les forces armées et leurs alliés paramilitaires font preuve d'un total mépris pour la population civile », a déclaré Amnesty International.

La guérilla continue de commettre de graves atteintes au droit humanitaire international, n'hésitant pas à tuer des civils et à se livrer à des enlèvements et à des prises d'otages.

« Les enlèvements, comme celui de la candidate aux élections présidentielles Ingrid Betancourt, sont totalement inacceptables et condamnables », a ajouté l'organisation de défense des droits humains.

Ingrid Betancourt a été enlevée le 23 février 2002. Plusieurs autres personnalités politiques de premier plan ont été enlevées la même année par les FARC et n'ont toujours pas été relâchées.

À la suite des menaces des FARC contre les fonctionnaires des services publics de San Vicente del Caguán, la ville n'a plus aujourd'hui d'administration civile, ce qui accroît encore le risque pour ses habitants d'être victimes d'atteintes à leurs droits fondamentaux.

Amnesty International a également exprimé son inquiétude devant le harcèlement incessant de la population civile par les forces de sécurité, qui accusent celle-ci d'être favorable aux insurgés. Cette attitude multiplie les risques d'attaques d'éléments paramilitaires contre la population locale. La présence des groupes paramilitaires dans la région s'est renforcée depuis que l'armée a repris la municipalité, au lendemain de l'échec des négociations de paix.

Des menaces de mort formulées par écrit par les paramilitaires circulaient dans la localité en mai 2002, alors que des sources

officielles niaient la présence de tels groupes à San Vicente de Caguán.

« La population civile de San Vicente de Caguán est la principale victime de ce conflit brutal, a déclaré Amnesty International. C'est elle qui souffre de la violence déployée par les protagonistes armés. »

Plus de 70 civils ont été tués à San Vicente de Caguán par la guérilla ou les paramilitaires (appuyés par l'armée) en 2002. En outre, l'instauration, en août 2002, de l'état d'« agitation intérieure » par le gouvernement du président Alvaro Uribe a compliqué la tâche de surveillance des organisations nationales et internationales de défense des droits humains, qui éprouvent de grandes difficultés à se rendre dans les zones de conflit pour voir ce qui s'y passe réellement.

La situation s'est aggravée du fait de la passivité de la communauté internationale, qui, après avoir joué un rôle actif dans le processus de paix, ne s'est pas mobilisée pour que l'ex-zone dite « de détente » soit surveillée.

« Les habitants de San Vicente del Caguán ont accueilli les pourparlers de paix et, pour toute récompense, ils ont été abandonnés et oubliés, tant par le gouvernement colombien que par la communauté internationale », a regretté Amnesty International.

Complément d'information

Le 20 février 2002, Andrés Pastrana, alors président de la République, a annoncé que les pourparlers qu'il menait depuis trois ans avec le principal groupe de guérilla du pays, les FARC, étaient rompus. La zone dite « de détente », considérée comme zone de « refuge » pour les insurgés, a immédiatement été bombardée. Les bombardements aériens ont constitué la première étape d'une opération militaire visant à reprendre cette zone, dont l'établissement en 1998, dans le sud de la Colombie, avait été une condition préalable aux négociations de paix.

Situé dans le département du Caquetá, San Vicente del Caguán, était l'une des cinq municipalités incluses dans la zone « de détente ». La localité a fait office de capitale officieuse des FARC dans la région et a accueilli les négociations de paix entre celles-ci et le gouvernement. La zone « de détente » en général et San Vicente del Caguán en particulier ont été au centre de

l'attention nationale et internationale tout au long du processus de paix.

Pour en savoir plus, veuillez consulter le rapport intitulé *San Vicente del Caguán tras la ruptura de las conversaciones de paz: Una comunidad abandonada* [San Vicente del Caguán après la rupture des pourparlers de paix : une communauté abandonnée] (index AI : AMR 23/098/02/s).

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International, à Londres, au +44 20 7413 5562 ou consulter le site web : www.amnesty.org